

Brochure n° 3007

Convention collective nationale

IDCC : 1314. – **MAISONS D’ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

AVENANT N° 69 DU 28 JANVIER 2019

RELATIF AUX MINIMA GARANTIS

NOR : ASET1950616M

IDCC : 1314

Entre :

FCD,

D’une part, et

FGTA FO ;

UNSA CS,

D’autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La réunion paritaire annuelle du 28 janvier 2019 a permis aux partenaires sociaux de rappeler leur attachement au statut des gérants mandataires non salariés.

À cette occasion, les partenaires sociaux ont décidé d’apporter des ajustements à l’accord collectif national des maisons d’alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « gérants mandataires non salariés » du 18 juillet 1963, modifié, afin d’améliorer les garanties conventionnelles proposées aux gérants mandataires non salariés. Ces améliorations portent sur les minima garantis, l’indemnité de résiliation du contrat, l’indemnité de départ à la retraite et l’indemnisation des gérants mandataires non salariés participant aux réunions paritaires.

Article 1^{er}

Objet de l’avenant

Le présent avenant, qui porte le numéro 69, modifie les articles 5, 15, 17 et 39 de l’accord collectif national des maisons d’alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « gérants mandataires non salariés » du 18 juillet 1963, modifié.

Article 2

Minima garantis

L'article 5 de l'accord collectif national est modifié afin de fixer les minima garantis mensuels bruts comme suit :

« Ces minima, au 1^{er} février 2019, sont les suivants :

- gérance 1^{re} catégorie : 1 698 € par mois ;
- gérance 2^e catégorie : 2 470 € par mois. »

Article 3

Indemnité de résiliation de contrat

I. – Au 3^e tiret de l'article 15 de l'accord collectif national, la référence « 10/30 » est remplacée par : « 12/30 ».

II. – Au dernier alinéa de l'article 15 de l'accord collectif national, les termes « 8 mois » sont remplacés par : « 9 mois ».

Article 4

Indemnité de départ à la retraite

Au 2^e alinéa de l'article 17 de l'accord collectif national, les termes « 8 mois » sont remplacés par : « 9 mois ».

Article 5

Indemnisation des gérants mandataires non salariés

Les deux tirets du a de l'article 39 de l'accord collectif national sont désormais rédigés comme suit :

- « – 25 € par repas principal ;
- 70 € pour la chambre et le petit déjeuner à partir du 1^{er} février 2019. »

Article 6

Entreprises de moins de 50 gérants mandataires non salariés

Le présent avenant ne prévoit pas de mesures particulières pour les entreprises qui compteraient moins de 50 gérants mandataires non salariés car l'évolution des garanties prévues par celui-ci a vocation à bénéficier à l'ensemble des gérants mandataires non salariés.

Article 7

Durée et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée ; il entre en vigueur à compter du 1^{er} février 2019, sous réserve des dispositions particulières prévues pour chacune des mesures qu'il prévoit.

Article 8

Publicité. – Extension

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 28 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)